

« Podemos » devant des choix stratégiques !

L'Espagne vient de vivre les deux années politiques les plus mouvementées de son histoire récente. Doublement touché par la crise de 2008 et l'implosion de sa propre boule spéculative, le pays avait vu la création du "mouvement des indignés" en 2011, suite à l'augmentation des frais d'inscription universitaires de 42%. Ce mouvement a débouché en janvier 2014 sur la création de « Podemos » comme formation politique avec l'objectif de transposer la colère de la rue vers les parlements. En mai de la même année, « Podemos » faisait une percée avec 8% lors des élections européennes ! Lors des élections communales de mai 2015 les mairies de Madrid, Barcelone, et Valence étaient emportées par « Podemos ».

Tout, absolument tout, semblait alors possible. La révolution sociale par les urnes semblait à portée de main. Après la capitulation de Syriza en Grèce, la gauche européenne attendait les élections espagnoles avec impatience comme une seconde secousse contre l'ordre néolibéral...

Malheureusement le rêve a fait place à une douche froide. Deux ans après, Manuel Rajoy est toujours premier ministre, le parti conservateur reste le premier parti et le PSOE social-démocrate le second pilier du système bipartite, conserve sa deuxième position dans le parlement devant Podemos.

Où réside le problème ? Comment expliquer ce phénomène d'une façon logique ? Dans un pays avec 21% de la population au chômage, où la moitié de la jeunesse n'a pas de travail, où tous les secteurs du peuple ont été touchés par la régression sociale. Comment la caste maudite et discréditée des politiciens établis, ont pu résister à l'orage de deux élections en 7 mois ?

Une interrogation autocritique, mais en même temps objective et constructive s'impose. Lors du scrutin du 20 décembre 2015 et plus encore lors de celui du 26 juin 2016, plusieurs aspects négatifs dans l'attitude de « Podemos » sont devenues visibles. Il ne faut jamais perdre de vue que ce parti/mouvement c'est créer d'un mouvement social de protestation spontané et suite à l'initiative de quelques intellectuels. Il souffre donc de plusieurs faiblesses initiales :

(-) La première est à chercher dans la conception du parti comme "machine de guerre électorale" qui a comme but essentiellement de transposer la colère populaire en voix électorales. Podemos s'est configuré comme un parti centré clairement sur la compétition électorale et la communication politique qui néglige complètement non seulement l'organisation et la structuration de ses bases militantes par en bas, mais également tout travail d'implantation sociale et l'intervention dans des mouvements sociaux et des syndicats.

(-) L'effet d'une stratégie politique qui se base avant tout sur des techniques de communication a été de favoriser une structure hautement hiérarchisée, personnalisée et centralisée dans laquelle les directions locales et régionales ont été très subordonnées. La méthode majoritaire et plébiscitaire d'élection des organes internes qui disposent alors d'un de facto monopole de décision, a souvent débouché sur une paralysie organisationnelle.

(-) Le résultat de cette faiblesse est apparu clairement après la première "non-victoire" le 20.12.15. La droite était restée le premier parti et le PSOE n'a pas été dépassé. L'intervalle entre les élections de décembre 2015 et celles du 26 juin 2016 a été marqué par les négociations sur l'investiture et la proposition de Podemos d'un gouvernement de coalition avec le PSOE.

Dans ce débat Podemos a fait mauvaise figure et a émis trop de messages contradictoires. Ils n'ont pas réussi à articuler un programme concret et clairement anti-austérité vis-à-vis du PSOE qui aurait fait apparaître clairement que ce dernier s'opposait à toute mesure anti-austérité sérieuse. Par contre ils ont multiplié les signes de compromis pourris, comme le renoncement de Podemos à la promesse de la fin de la «réforme du travail» du "socialiste" Zappatero de 2011, qui a été voté jadis avec les voix du parti conservateur. Iglesias et Errejon iront même jusqu'à affirmer dans ces moments que la crise du régime aurait vécu et que Podemos doit et va devenir un parti normal... etc. Ou la déclaration de Pablo Iglesias qui dit: « Nous avons appris à Madrid et à Valence qu'on change les choses depuis les institutions. Cette imbécilité que nous disions quand nous étions d'extrême gauche, selon laquelle on change les choses dans la rue et non dans les institutions, est un mensonge ».

Le résultat de cette politique était en juin 2016 une campagne électorale molle, manquant de propositions concrètes et où les mobilisations sociales n'étaient tout simplement pas prévues par Podemos. Le programme était tout simplement faible et pas à la hauteur d'un parti radical de gauche. Un Parti « anti-système » qui transforme ses options politiques dans quelques mois pour une « alternance parlementaire » de coalition avec la social-démocratie, sans programme anti-austérité claire ne doit pas s'étonner quand il perd de crédibilité. Podemos ensemble avec I.U. a perdu 1 million de voix en sept mois d'intervalle (5 049 734 contre 6 139 494 en décembre 2015)!

La question nationale reste une plaie (ou si en veut, un problème) majeur en Espagne. Une grande partie de la classe ouvrière voit dans le séparatisme catalan et basque un danger matériel pour leur future. Le danger d'un nouveau nationalisme chauvin, des divisions réactionnaires supplémentaires et des discriminations, sont le cauchemar de beaucoup de travailleurs dans la péninsule. La position d'un référendum sur

l'indépendance en Catalogne de Podemos inquiète beaucoup de ses sympathisants, (qui dans l'expectative d'une coalition Podemos-PSOE ont préféré voter PSOE pour éviter un processus d'éclatement dans l'état espagnole). Seule la perspective d'une société anti-capitaliste « internationaliste » pourra dompter l'égoïsme nationaliste. Ce positionnement n'est pas claire dans l'attitude de Podemos.

Depuis le « P.P. » de Rajoy, avec l'appui des libéraux de "Ciudadanos" et grace à l'abstention de la majorité des députés du PSOE a pu sauver son gouvernement. Après cette douche froide, Podemos a tenu un congrès le 11 février, lors du quel un recentrage vers les mouvements sociaux a été opéré. Pourtant avec 71 députés au parlement (et troisième force), ils ont dorénavant une force politique énorme pour appuyer chaque mouvement d'opposition extraparlamentaire. Il semble que la majorité du parti autour de Pablo Iglesias, a compris les lacunes de Podemos et va s'engager à les combler. Les luttes sociales à venir vont démontrer si les militants pourront prendre les choses en main. La formidable leçon de la biennale passée est qu'un parti « antisystème » ne pourra gagner sans que parallèlement une immense mobilisation de masse lui trace le chemin.